



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

11 AVR. 2016

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA

☎ : 04 72 61 37 35

✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-  
Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1995 modifié autorisant la société LAVARHONE à exploiter une station de lavage intérieur de citernes routières dans son établissement situé 3, avenue de l'Industrie à CORBAS ;

VU les rapports des 18 février et 23 mars 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 18 février 2016 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement et sa réponse du 1<sup>er</sup> mars 2016 ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de CORBAS, exploité par la société LAVARHONE, a permis à l'inspection des installations classées de constater l'exercice d'une activité de réchauffage de citernes routière pleines, dont certaines contiennent des produits dangereux ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que l'exercice de cette activité était inconnu et ne figurait pas dans le dossier initial de demande d'autorisation, ni dans l'étude de dangers ;

CONSIDERANT donc que l'exploitant ne respecte pas, pour son établissement de CORBAS, les dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

... / ...

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement des installations en cause dans des conditions irrégulières peut présenter des inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les dispositions nécessaires afin de se conformer aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société LAVARHONE, pour son établissement de CORBAS, 3 avenue de l'Industrie, est mise en demeure de déposer à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement), dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de « porter à connaissance » comportant toutes les modifications induites par l'activité de réchauffage de citernes routières pleines, accompagné de tous les éléments d'appréciation quant aux impacts supplémentaires, conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement.

A cet effet, le dossier devra particulièrement :

- identifier et quantifier les produits contenus dans les citernes lors de leur réchauffage ainsi que le nombre maximal de citernes présentes sur le site et leur temps de séjour,
- étudier les risques environnementaux, notamment en terme de pollution des sols et des eaux, ainsi que les risques d'accident liés à la présence de stockage de produits dangereux,
- indiquer les mesures prises pour éviter et/ou limiter les risques d'accidents et leurs conséquences.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CORBAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **11 AVR. 2016**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire général adjoint  
Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon



Denis BRUEL

